



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL n° 2025-8656-002

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de débusqueurs forestiers de gabarit moyen (environ 20 tonnes) pour l'agence travaux Rhin-Vosges, Office National des forêts, direction territoriale Grand Est.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Grand-Est
Agence Travaux Rhin-Vosges 62 Route de Soufflenheim – 67500 HAGUENAU

Personne signataire du marché

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur FOTRE Christophe, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF OU TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	4
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1. OBJET DU MARCHE	4
2.2. PROCEDURE.....	4
2.3. CLASSIFICATION CPV	4
3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE.....	5
3.1. FORME DU MARCHE	5
3.1.1. <i>Décomposition en lots</i>	5
3.1.2. <i>Modalités d'attribution du marché</i>	5
3.2. VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	5
3.3. PRESTATIONS SIMILAIRES	5
4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	5
5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
5.1. PASSATION DES COMMANDES	6
5.2. NATURE DES PRESTATIONS.....	6
CONFORMEMENT A L'ARTICLE 20.3 DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES LES RISQUES AFFERENTS AU TRANSPORT AINSI QUE LES OPERATIONS DE CONDITIONNEMENT, D'EMBALLAGE, DE CHARGEMENT, D'ARRIMAGE ET DE DECHARGEMENT INCOMBENT AU TITULAIRE DU MARCHE.	6
LES FOURNITURES DOIVENT ETRE LIVREES CONVENABLEMENT EMBALLEES PAR LE TITULAIRE DE MANIERE A CE QUE LES MARCHANDISES PUISSENT SUPPORTER, SANS DOMMAGE, LES RISQUES INHERENTS AU TRANSPORT.	6
LE TITULAIRE EST TENU DE TRANSMETTRE LES CONSIGNES DE LIVRAISON AUX PRESTATAIRES QUI EFFECTUERONT POUR SON COMPTE LA LIVRAISON ET DE PREVOIR LE PERSONNEL NECESSAIRE POUR SON EXECUTION.	6
EN CAS D'ECHANGE, DE RETOUR D'UN OU DE PLUSIEURS ARTICLES, LE TITULAIRE PREND A SA CHARGE LES FRAIS DE TRANSPORT CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 5.3 DU PRESENT CAHIER.	6
LE TITULAIRE PREND A SA CHARGE LES TAXES ET ASSURANCES AFFERENTES	6
5.3. LIEUX ET MODALITES DE LIVRAISON.....	6
5.4. DELAIS DE LIVRAISON.....	6
6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	7
6.1. UNITE MONETAIRE	7
6.2. FORME ET CONTENU DES PRIX	7
6.2.1. <i>Nature des prix</i>	7
6.2.2. <i>Contenu des prix</i>	7
6.3. VARIATION DANS LES PRIX	7
6.4. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	7
6.4.1. <i>Acomptes</i>	7
6.4.2. <i>Facturation</i>	8
6.4.3. <i>Transmission des factures</i>	8

6.4.4.	<i>Délai global de paiement</i>	8
6.4.5.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	9
8	PENALITES	9
8.1.	MODALITES DE RETARD DE LIVRAISON	9
8.2.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	9
9	DROIT, LANGUE	9
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	10
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS	10
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN	10
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	10
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	10

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, Direction territoriale Grand-Est/ Agence Travaux Rhin Vosges, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est 62 route de Soufflenheim – 67500 Haguenau.

1.2. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique est :

KLIEBER FLORENT
62 ROUTE DE Soufflenheim
Téléphone : 06.29.69.71.78 – Email : florent.kliebernfr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est :

Mme Christine SCHMITT, Agent comptable secondaire
Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin
CS 50016 - 67084 STRASBOURG cedex
Téléphone 06 23 24 61 59 – Email : christine.schmitt@onf.fr

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de débusqueurs forestiers de gabarit moyen (environ 20 tonnes) pour l'agence travaux Rhin-Vosges, Office National des Forêts, direction territoriale Grand Est.

L'engin devra être livré avec les spécifications techniques particulières propres à l'Office National des Forêts telles que précisées au cahier des clauses administratives et techniques particulières.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert européen passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Sur toute la durée du marché, tous lots confondus, le montant maximale de commande ne pourra en aucun cas dépasser le seuil du signataire c'est-à-dire 610 000 € HT.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

16000000	Machine agricole et sylvicole
----------	-------------------------------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Forme du marché

Il s'agit d'un marché ponctuel composé de 4 lots et ayant pour date de prise d'effet l'émission du bon de commande.

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 4 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lots	Prestations
1	Fourniture d'un débusqueur forestier neuf 4 roues motrices
2	Fourniture d'un débusqueur forestier neuf 6 roues motrices
3	Fourniture d'un débusqueur forestier d'occasion 4 roues motrices
4	Fourniture d'un débusqueur forestier d'occasion 6 roues motrices

3.1.2. Modalités d'attribution du marché

Chaque lot n'est attribué qu'à un seul et même soumissionnaire

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

3.2. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché prévoit ne prévoit pas de PSE.

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.3. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont les exemplaires originaux, conservé dans les archives de l'ONF, font seul foi ;
- Fiche de renseignement
- Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. Passation des commandes

Les commandes sont passées par l'émission d'un bon de commande.

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché : 2025-8656-002 ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- la quantité attendue ;
- le montant H.T. ;
- le(s) lieu(x) de livraison ;
- les dates de livraisons.

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

5.2. Nature des prestations

Conformément à l'article 20.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures les risques afférents au transport ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement incombent au titulaire du marché.

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière à ce que les marchandises puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents au transport.

Le titulaire est tenu de transmettre les consignes de livraison aux prestataires qui effectueront pour son compte la livraison et de prévoir le personnel nécessaire pour son exécution.

En cas d'échange, de retour d'un ou de plusieurs articles, le titulaire prend à sa charge les frais de transport conformément aux dispositions de l'article 5.3 du présent cahier.

Le titulaire prend à sa charge les taxes et assurances afférentes.

5.3. Lieux et modalités de livraison

Les livraisons doivent être effectuées pendant les jours et heures ouvrés, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30, sauf indication contraire portée dans le bon de commande.

Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué dans le bon de commande sera considéré comme non réceptionné.

5.4. Délais de livraison

Le délai de livraison de chaque lot sera proposé par le candidat dans son offre au travers du BPU.

La date de livraison ne pourra toutefois pas excéder le 15/12/2025.

Le délai de livraison annoncé par le fournisseur court à partir de la date d'accusé de réception de la commande. En cas de non-respect du délai contractuel par le titulaire, celui-ci se verra appliquer des pénalités prévues à l'article 8 ci-dessous.

5.5. Livraison – installation de matériel- vérification – responsabilité

Les livraisons sont faites selon les dispositions suivantes :

Le matériel sera livré conforme aux spécifications techniques, en état de marche, conforme à la commande et aux spécifications demandées ;

Le matériel est mis à la disposition des représentants de l'ONF, dans les délais prévus à l'adresse du service destinataire indiquée sur le bon de commande.

Le service destinataire est avisé par tout moyen de la livraison du matériel. Les opérations de vérifications sont effectuées par le service destinataire.

Ces opérations visent à vérifier la conformité du matériel par rapport à la commande de l'ONF.

Chaque matériel comprend à la livraison :

- un manuel d'utilisation rédigés en Français
- un carnet d'entretien
- la liste des concessionnaires agréés de la marque

Le titulaire est réputé connaître et accepter toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison. Tout dégât causé lors de la livraison sera supporté par le titulaire. Celui-ci devra s'assurer que l'entreprise qui effectue la livraison, le cas échéant, possède les assurances requises.

Les vérifications qualitatives seront effectuées sur le site à l'Office National des Forêts.

La vérification qualitative portera sur la conformité du matériel par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente. En cas de non-conformité le matériel devra être remplacé dans les 30 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

L'admission du matériel sera prononcée conformément aux dispositions du CCAG FCS.

Sauf faute ou négligence de l'ONF, le fournisseur garantit l'ONF contre les sinistres ayant leur origine dans les agissements de ses préposés, y compris le recours de tiers. Le fournisseur s'assurera que par ses interventions, il ne dégrade aucune installation ou dispositif en place sur le site au moment de son intervention, quel qu'en soit leur propriétaire.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

6.2. Forme et contenu des prix

6.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé dans le Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

6.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.
- La manutention, le conditionnement, l'emballage et le transport mais également les frais dus au retour de marchandise pour échange

6.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes.

6.4. Modalités essentielles de paiement

6.4.1. Acomptes

Sans objet

6.4.2. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8656-002 ;
- les références du bon de commande afférent
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET du titulaire
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Identification et engagement du candidat » de l'acte d'engagement.

6.4.3. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 450XXXXXXX ou 470XXXXXXX.
- Numéro d'identification :
662043116 03798, SIRET mentionné sur le bon de commande.

6.4.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

8.1. Modalités de retard de livraison

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG FCS et lorsque les délais contractuels sont dépassés le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle:

P = le montant de la pénalité;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 50 € pour l'ensemble du marché.

Si les retards se prolongent au-delà de 30 jours ouvrés, le pouvoir adjudicateur peut annuler la commande relative à la prestation non réalisée. L'annulation de la commande ne fait pas obstacle à l'application des pénalités de retard.

8.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr